



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Bulletin Mensuel de Conjoncture de la BCEAO

MAI 2007

NUMERO 21



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA

BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)

Tél. : +221 839 05 00

Télécopie : +221 823 93 35

Télex : BCEAO 21833 SG /

21815 SG / 21530 SG / 21597 SG

Site internet : <http://www.bceao.int>

Directeur de Publication

Ismaila DEM

Directeur de la Recherche

et de la Statistique

Email : courrier.drs@bceao.int

Impression :

Imprimerie de la BCEAO

BP : 3108 - DAKAR

ISSN 08505756



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BULLETIN MENSUEL DE CONJONCTURE DE LA BCEAO

Mai 2007

NUMERO 21

Table des matières

AVANT-PROPOS	5
I - VUE D'ENSEMBLE	6
II - APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	7
III - LA CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS L'UNION AU COURS DU MOIS DE MARS 2007	8
3.1 - Evolution de l'activité économique	8
3.1.1 - Production agricole	8
3.1.2 - Activité industrielle	9
3.1.3 - Bâtiments et travaux publics	10
3.1.4 - Activité commerciale	11
3.1.5 - Services marchands	12
3.1.6 - Coûts de production des entreprises	12
3.1.7 - Situation de trésorerie des unités de production	12
3.2 - Evolution des prix	12
3.3 - Evolution des conditions de banque	14
3.4 - Evolution de la situation monétaire	15
3.5 - Evolution des marchés de capitaux	17
3.5.1 - Marché monétaire	17
3.5.2 - Marché financier	20

AVANT-PROPOS

Le Bulletin mensuel de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public la perception de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Le Bulletin est centré sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture interne, notamment l'évolution de l'activité industrielle et commerciale, ainsi que les conditions de production des entreprises et le niveau général des prix à la consommation. Ces informations sont collectées sur la base d'enquêtes réalisées tous les mois par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

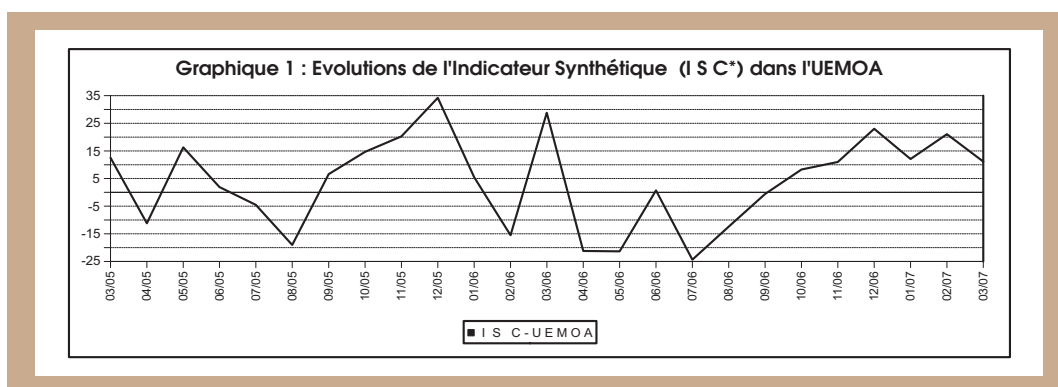
Le Bulletin mensuel de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

I - VUE D'ENSEMBLE

A fin mars 2007, l'environnement international a été caractérisé par l'orientation favorable de la croissance dans la Zone euro et, dans une certaine mesure, dans les pays en développement, en dépit du ralentissement de l'économie américaine. Les tensions inflationnistes se sont maintenues durant la période sous revue, principalement sous l'effet de la remontée des cours du baril de pétrole. Dans ce contexte, la Banque Centrale Européenne (BCE) a relevé ses taux directeurs. Sur le marché des changes, l'euro s'est raffermi par rapport au dollar et à la livre sterling et s'est déprécié par contre face au yen. Les cours des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA se sont inscrits à la hausse.

En mars 2007, la conjoncture apparaît bien orientée dans l'UEMOA en rythme annuel, en liaison avec la progression de l'activité dans le commerce, les BTP et les services marchands, atténuée par la baisse enregistrée dans l'industrie. Toutefois, elle ressort en décélération par rapport au mois précédent (cf. graphique 1). Par pays, il est observé une évolution favorable de la conjoncture au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal. L'activité a, par contre, stagné au Togo et a reculé en Guinée-Bissau.



(*) Cf. Document d'Etude et de Recherche N°DER/02/03, «Construction d'un indicateur synthétique d'opinion sur la conjoncture».

Le **taux d'inflation** en glissement annuel est passé de 2,4% en février 2007 à 2,7% en mars 2007, traduisant une légère progression des prix.

Au titre de l'évolution des **conditions de banque dans l'Union**, les taux d'intérêt débiteurs observés se sont globalement établis en moyenne à 8,40% en mars 2007 contre 7,85% en février 2007. Par ailleurs, il est enregistré une hausse de 25,4 milliards (soit 10,2%) des mises en place de crédits, par rapport au mois précédent.

Comparées au mois de mars 2006, les nouvelles mises en place de crédits ont augmenté de 1,6% au niveau de l'Union, tandis que les taux débiteurs se sont relevés de 0,70 point de pourcentage.

II - APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Au cours du mois de mars 2007, l'environnement économique international a été marqué par la poursuite d'une croissance économique mondiale vigoureuse, nonobstant quelques signes de ralentissement aux Etats-Unis. Les tensions inflationnistes se sont maintenues dans le monde, principalement sous l'effet de la remontée des cours du baril de pétrole. Dans ce contexte, afin de contenir les tensions inflationnistes, la Banque Centrale Européenne (BCE) a relevé ses taux directeurs d'un quart de point de pourcentage, lors de la réunion du Conseil des gouverneurs du 8 mars 2007. Le taux de soumission minimal appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème a été fixé à 3,75%. Les taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt ont respectivement été fixés à 4,75 % et 2,75 %. Par contre, la Réserve Fédérale américaine a laissé inchangés ses taux directeurs, dans un contexte marqué par la décélération de la croissance. Ainsi, le taux objectif des fonds fédéraux et le taux d'escompte sont restés respectivement à 5,25% et à 6,25%.

Hausse des taux directeurs de la Banque Centrale Européenne.

Sur les marchés des changes, l'euro a maintenu son raffermissement par rapport aux principales devises, en particulier le dollar des Etats-Unis, essentiellement en relation avec la décélération de l'économie américaine. La monnaie commune européenne s'est établie en moyenne à 1,3241 dollar en mars 2007 contre 1,3074 dollar en février 2007, soit une appréciation de 1,28%. L'euro s'est également raffermi vis-à-vis de la devise britannique, ressortant en moyenne à 0,6802 livre sterling en mars, contre 0,6680 en février, s'appréciant ainsi de 1,83%. L'euro s'est en revanche déprécié de 1,50% par rapport à la devise japonaise, s'échangeant en moyenne à 155,2409 yens en mars, contre 157,6005 yens, le mois précédent.

Appréciation de l'euro vis-à-vis du dollar et de la livre sterling.

En mars 2007, les **cours moyens mensuels des matières premières** se sont inscrits en hausse, à l'exception de ceux du café robusta, du caoutchouc et de l'huile d'arachide qui ont reflué respectivement de 2,79%, 4,33% et 1,74%, par rapport à leur niveau de février 2007. Ceux de la noix de cajou sont restés stables, ressortant à 300 dollars la tonne métrique, en février comme en mars.

Hausse des cours des matières premières, à l'exception de ceux du café, du caoutchouc et de l'huile d'arachide.

Au cours de la même période, les cours moyens mensuels du cacao, du coton, de l'huile de palme et de l'huile de palmiste ont progressé respectivement de 5,9%, 1,28%, 1,90% et 2,93%. Ceux du pétrole ont augmenté de 3,74%, passant en moyenne de 60,18 dollars le baril, en février, à 62,43 dollars le baril, en mars.

III - LA CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS L'UNION AU COURS DU MOIS MARS 2007

La conjoncture économique dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) **à fin mars 2007** est marquée par une activité accrue dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), dans le commerce et les services marchands, ainsi que par une campagne agricole contrastée et une baisse de la production industrielle.

3.1 - Evolution de l'activité économique

3.1.1 - Production agricole

Baisse de la production vivrière.

Les évaluations à fin mars 2007 font état d'une contraction de la production vivrière de l'Union pour la campagne 2006/2007. Elle aurait baissé de 0,3%, selon les estimations effectuées par les Etats.

Cette situation s'expliquerait principalement par le repli observé au Bénin et au Sénégal, dont les réalisations seraient en baisse, respectivement de 10,2% et 32,2%, par rapport à la campagne précédente.

Tableau 1 : Evolution de la production vivrière (par campagne)*

	2005/2006	2006/2007*	Variation
	En milliers de tonnes		(en %)
Bénin	6 199,7	5 568,4	- 10,2
Burkina	3 649,5	3 858,3	5,72
Côte d'Ivoire	9 451,3	9 725,4	2,9
Guinée-Bissau	208,6	221,9	6,38
Mali	3 367,1	3 638,1	8,05
Niger	3 656,2	4 040,3	10,51
Sénégal	2 047,4	1 387,1	-32,25
Togo	2 226,5	2 288,8	2,8
UEMOA	30 806,3	30 728,4	-0,3

* : estimations.

Sources : organismes nationaux de commercialisation.

Les résultats de la campagne 2006/2007 des cultures d'exportation sont contrastés. Les productions de café, de coton-graine et de noix de cajou sont en hausse, tandis que celles d'arachide et de cacao se sont inscrites en baisse par rapport à la campagne précédente.

Tableau 2 : Evolution de la production des cultures d'exportation (par campagne)*

	2005/2006	2006/2007*	Variation
	En milliers de tonnes		(en %)
Arachide	1 620,1	1 415,3	-12,6
Cacao	1 411,9	1 354,2	-4,1
Café	118,6	122,3	3,1
Coton-graine	1 809,7	1 846,8	2,1
Noix de cajou	112,4	121,1	7,7

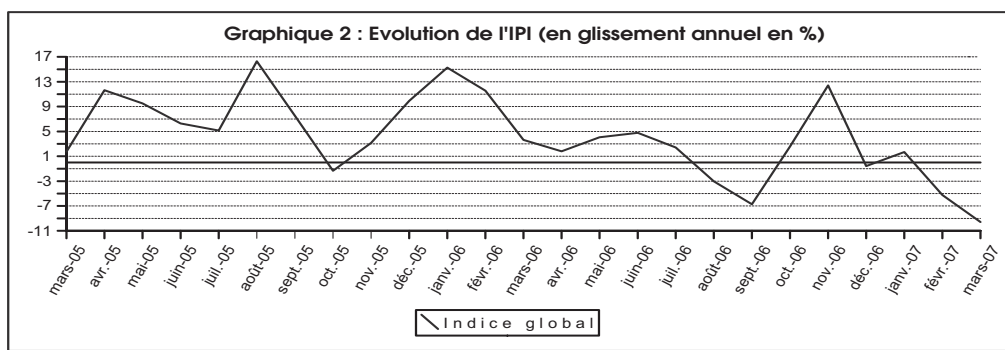
* : estimations.

Sources : organismes nationaux de commercialisation.

3.1.2 - Activité industrielle

En mars 2007, la production industrielle dans l'UEMOA est ressortie en baisse de 9,6%, en glissement annuel (cf. graphique 2), après le recul de 5,2% enregistré en février 2007, en liaison avec le reflux constaté dans les activités extractives (-31,9%), les unités manufacturières (-4,7%) et la branche «électricité, gaz et eau» (-2,3%). L'activité industrielle avait enregistré une hausse de 3,6% en mars 2006 par rapport au même mois de l'année 2005. Par pays, un recul de la production a été noté au Mali (-24,1%), en Guinée-Bissau (-14,4%), au Togo (-12,7%), en Côte d'Ivoire (-12,3%), au Niger (-2,3%) et au Burkina (-1,6%). En revanche, une hausse est observée au Sénégal (4,1%) et au Bénin (2,0%).

Baisse en glissement annuel de la production industrielle.



La baisse de l'activité industrielle est imputable aux unités de raffinage de pétrole en Côte d'Ivoire et au Sénégal, de textiles au Bénin, au Mali et au Niger, en liaison essentiellement avec la forte progression de la production au cours du même mois de l'année dernière, à la suite de la mise en exploitation de nouveaux puits de pétrole en Côte d'Ivoire, et du recul de l'activité d'égrenage de la CMDT au Mali. Au Niger, la décreue de l'activité industrielle est également consécutive à la diminution de l'extraction d'uranium. La diminution de la production industrielle a été renforcée par la baisse relevée dans les activités extractives (-31,9%), notamment en Côte d'Ivoire, en rapport avec la baisse de l'extraction pétrolière consécutive à l'ensablement de certains puits.

Tableau 3 : Variation de l'indice de la production industrielle à fin mars 2007

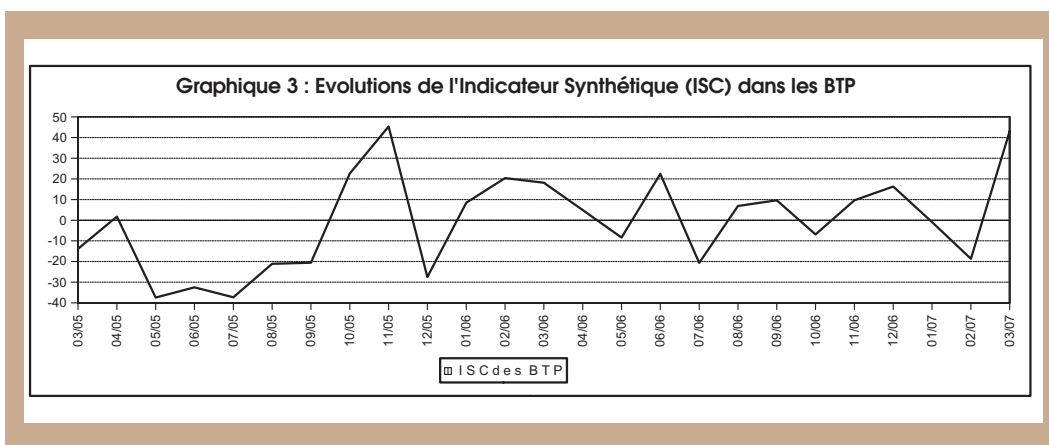
Pays	Variation mensuelle (en %)		Glissement annuel (en %)		Variation annuelle (en %)	
	mars-06	mars-07	2006	2007	2006	2007
Bénin	4,9	11,9	12,9	2,0	19,9	-11,8
Burkina	6,0	-4,8	-3,6	-1,6	4,7	5,6
Côte d'Ivoire	18,3	4,4	12,9	-12,3	8,7	-3,6
Guinée-Bissau	3,9	21,8	30,8	-14,4	29,3	-23,5
Mali	-19,2	-3,8	13,8	-24,1	43,9	-16,7
Niger	86,4	23,2	8,7	-2,3	14,2	16,2
Sénégal	-0,5	10,6	-29,9	4,1	-11,7	-4,6
Togo	5,9	2,0	2,7	-12,7	8,1	-6,3
UEMOA	8,9	3,9	3,6	-9,6	9,8	-4,5

Source : BCEAO

3.1.3 - Bâtiments et travaux publics

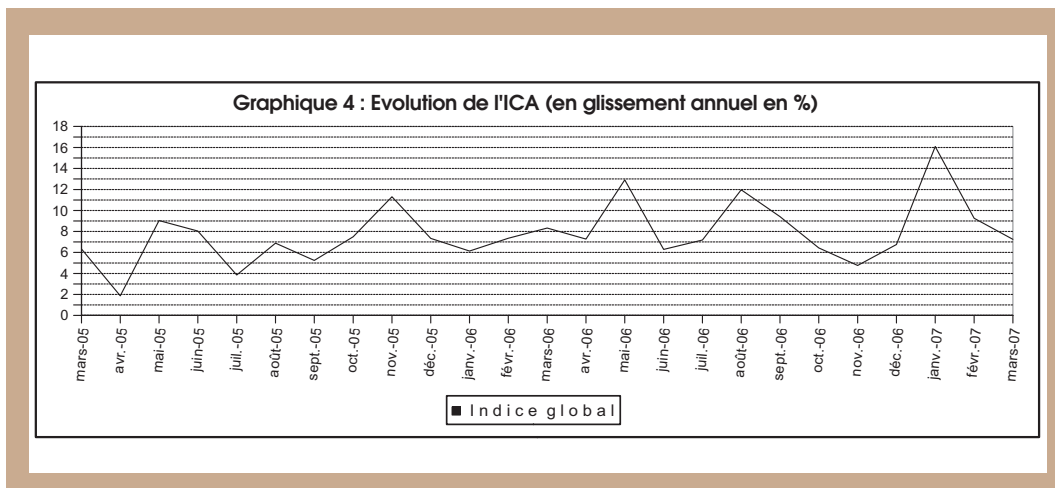
Par rapport au mois de mars 2006, les chefs d'entreprise ont signalé une progression de l'activité des BTP (cf. graphique 3), en liaison notamment avec la diminution des interruptions de chantiers. Par pays, il est observé, en glissement annuel, une amélioration de l'activité des BTP en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Sénégal. Une stabilité est relevée au Bénin. Par contre, la conjoncture s'est dégradée au Burkina, au Mali, au Niger et au Togo.

Progression de l'activité dans le secteur des BTP.



3.1.4 - Activité commerciale

En glissement annuel, l'activité commerciale s'est accrue dans l'UEMOA en mars 2007 (cf. graphique 4). Toutefois, elle est en décélération pour le deuxième mois consécutif, après l'euphorie observée en janvier 2007.



En effet, comparativement au même mois de 2006, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail du secteur moderne a progressé de 7,2% en mars 2007 contre 8,9% en février 2007. Le raffermissement des affaires reste attribuable principalement aux commerces de biens divers (18,3%), d'automobiles, motocycles et pièces détachées (15,2%), de produits pharmaceutiques et cosmétiques (12,4%), de produits pétroliers (9,2%) et de produits de l'alimentation (6,5%), en liaison avec la bonne tenue de la demande. La hausse des affaires a été de 31,8% en Guinée-Bissau, 20,7% au Bénin, 19,6% au Sénégal, 7,4% en Côte d'Ivoire, 7,3% au Niger, 7,2% au Burkina et 4,0% au Togo. L'activité commerciale a baissé de 7,8% au Mali.

Tableau 4 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires à fin mars 2007

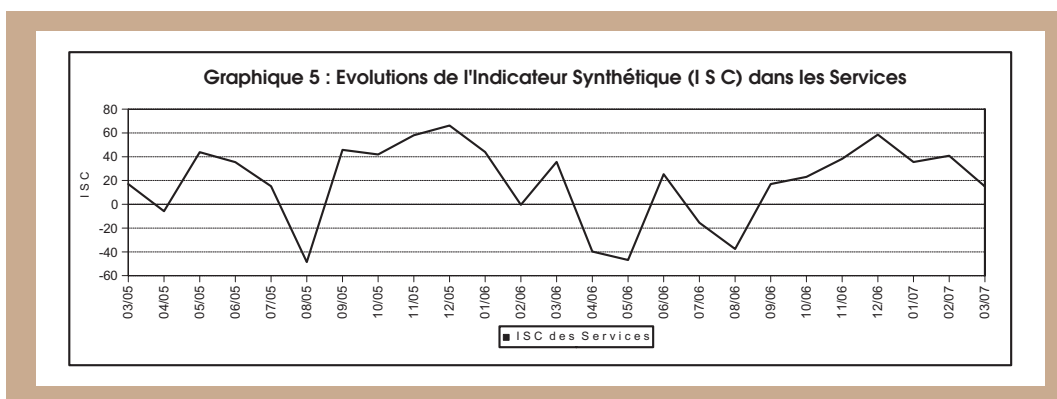
Pays	Variation mensuelle (en %)		Glissement annuel (en %)		Variation moyenne (en %)	
	mars-06	mars-07	2006	2007	2006	2007
Bénin	14,1	-8,2	6,8	20,7	-8,3	42,9
Burkina	0,1	2,1	30,3	7,2	36,9	3,8
Côte d'Ivoire	10,8	5,8	12,9	7,4	1,9	13,8
Guinée-Bissau	26,7	3,2	27,3	31,8	4,3	48,6
Mali	10,3	9,0	12,5	-7,8	11,6	-4,8
Niger	10,1	20,1	36,5	7,3	36,6	5,1
Sénégal	13,6	15,3	3,5	19,6	7,0	21,1
Togo	8,0	10,5	-0,9	4,0	8,6	2,1
UEMOA	10,5	8,4	8,8	7,2	7,3	10,8

Source : BCEAO

Hausse de l'activité dans le secteur des services marchands.

3.1.5 - Services marchands

En mars 2007, de l'avis des chefs d'entreprise, l'activité s'est inscrite dans la tendance à la hausse observée depuis septembre 2006, en glissement annuel, sous la dynamique des branches «transports, entreposage et communication», «intermédiation financière» et «immobilier, location et activités de services aux entreprises» (cf. graphique 5). Les tarifs des prestations sont restés stables. Par pays, il est relevé, par rapport au même mois de l'année 2006, une bonne tenue de la conjoncture dans les services marchands dans tous les Etats, à l'exception de la Guinée-Bissau où elle a baissé et du Mali où elle n'a presque pas varié.



3.1.6 - Coûts de production des entreprises

En glissement annuel, les coûts unitaires de production sont ressortis en légère hausse dans l'industrie et dans les BTP, à la suite principalement du renchérissement des approvisionnements.

3.1.7 - Situation de trésorerie des unités de production

La situation de trésorerie des entreprises s'est légèrement améliorée dans l'ensemble, en raison de son évolution favorable dans l'industrie et le commerce. Elle s'est dégradée dans les services marchands et n'a pas varié dans les BTP.

Progression de l'inflation en glissement annuel.

3.2 - Evolution des prix

Sur le plan de l'évolution des prix intérieurs, il est relevé une progression de l'inflation, en glissement annuel, comparativement au mois précédent. En effet, le taux d'inflation est passé de 2,4% en février 2007 à 2,7% en mars 2007, contre 2,9% un an plus tôt.

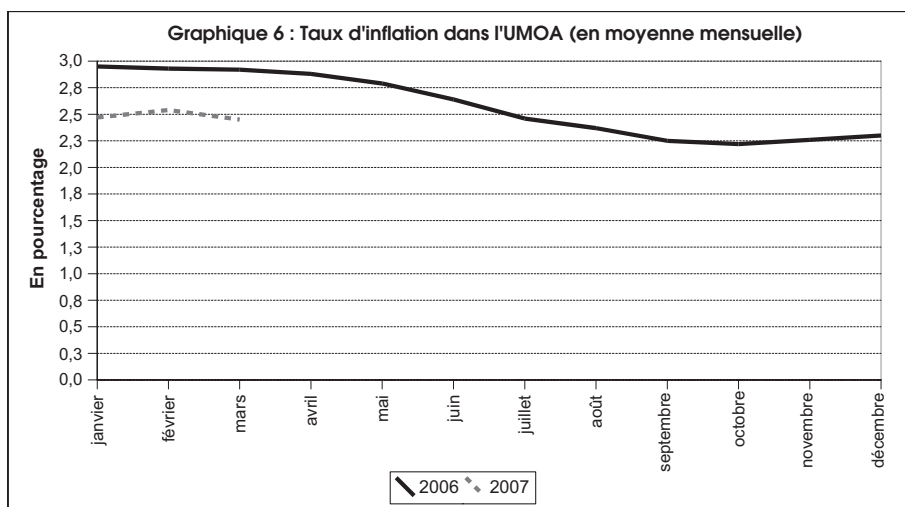
Tableau 5 : Evolution des prix dans les pays de l'UEMOA à fin mars 2007

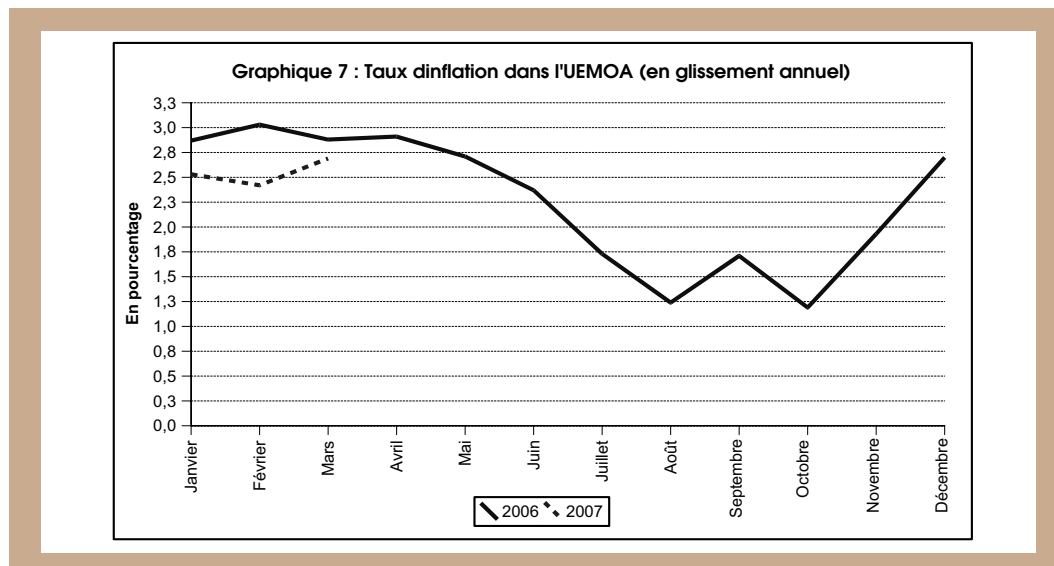
Pays	Variation mensuelle (en %)		Glissement annuel (en %)		Inflation en moyenne (en %)	
	mars-06	mars-07	2006	2007	2006	2007
Bénin	0,6	-0,3	4,1	1,0	4,9	2,4
Burkina	-0,9	0,0	3,8	-0,6	5,6	-1,2
Côte d'Ivoire	0,2	0,6	2,1	3,2	2,1	2,8
Guinée-Bissau	0,7	0,1	1,6	2,0	0,4	3,0
Mali	0,9	0,7	4,4	0,8	4,3	1,4
Niger	1,3	-0,2	2,4	-1,3	2,9	-0,7
Sénégal	-0,3	1,4	3,1	6,0	2,4	5,1
Togo	-0,2	-0,1	3,0	0,8	3,4	0,8
UEMOA	0,3	0,5	2,9	2,7	2,9	2,5
Zone-Euro	0,7	0,7	2,2	1,9	2,3	1,8
Etats-Unis	0,8	0,9	3,4	2,8	3,7	2,4
Japon	0,3	0,3	0,3	-0,1	0,4	-0,1

Source : Instituts nationaux de la statistique et BCEAO

La hausse des prix est en rapport avec la progression du prix du riz, de l'huile et du lait au Sénégal, le renchérissement saisonnier des légumes et des tubercules en Côte d'Ivoire, ainsi que l'incidence de la diminution saisonnière de l'offre de céréales dans la plupart des pays. Par ailleurs, une révision à la hausse des prix des carburants a été observée au Burkina et au Sénégal. Toutefois, la décreue habituelle des prix des produits maraîchers dans la plupart des pays et la baisse du coût des carburants au Niger ont atténué la progression. Par pays, le taux d'inflation, en glissement annuel, en mars 2007, s'est situé à 6,0% au Sénégal, 3,2% en Côte d'Ivoire, 2,0% en Guinée-Bissau, 1,0% au Bénin, 0,8% au Mali et au Togo, -0,6% au Burkina et -1,3% au Niger.

Graphique 6 : Taux d'inflation dans l'UMOA (en moyenne mensuelle)





3.3 - Evolution des conditions de banque

Hausse des taux débiteurs moyens.

En moyenne, les taux d'intérêt débiteurs observés¹ se sont globalement établis à 8,40%² en mars 2007 contre 7,85% en février 2007, soit une hausse de 0,55 point de pourcentage (cf. tableau 6). Cette évolution des taux débiteurs résulte des hausses relevées au Burkina (1,25 point), au Sénégal (1,24 point), au Togo (0,79 point), au Bénin (0,67 point), en Guinée-Bissau (0,23 point) et en Côte d'Ivoire (0,12 point). Elle a été atténuée par les baisses relevées au Niger (-2,36 points) et au Mali (-0,50 point). Un relèvement des conditions débitrices est observé au niveau des concours octroyés aux «Sociétés d'Etat et EPIC» (0,78 point), aux «entreprises privées du secteur productif» (0,61 point) et aux «entreprises individuelles» (0,34 point). Selon l'objet du crédit, les concours pour lesquels la hausse des conditions débitrices est la plus notable sont ceux destinés à couvrir les besoins d'équipement (1,31 point), de trésorerie (0,49 point) et de consommation (0,41 point).

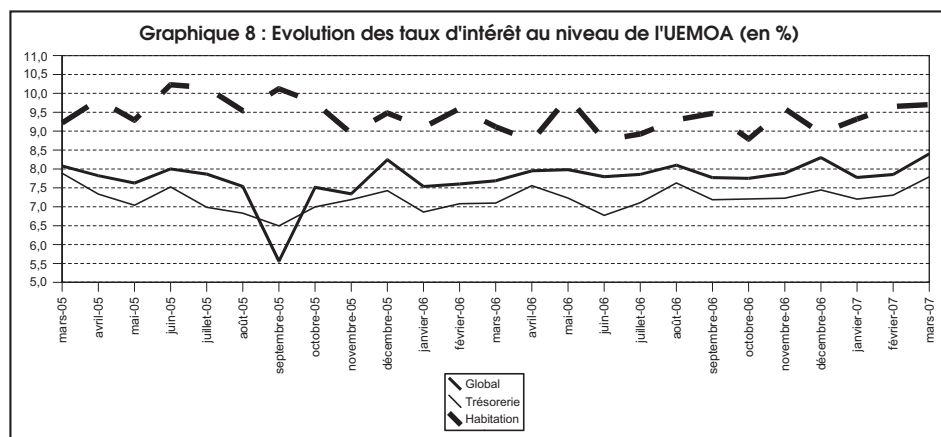
Tableau 6 : Niveaux des taux d'intérêt moyens à fin mars 2007

Pays	Niveau moyen du taux débiteur mensuel (%)			Glissement (écart en point de %)	
	mars-06	février-07	mars-07	Mars 07/Fev 07	Mars 07/Mars 06
Bénin	9,52	9,30	9,97	0,67	0,45
Burkina	10,57	9,28	10,52	1,25	-0,05
Côte d'Ivoire	7,56	7,25	7,37	0,12	-0,19
Guinée-Bissau	12,26	12,00	12,23	0,23	-0,03
Mali	9,41	10,51	10,01	-0,50	0,59
Niger	13,59	13,00	10,64	-2,36	-2,95
Sénégal	6,19	6,60	7,85	1,24	1,66
Togo	9,40	9,90	10,70	0,79	1,29
UEMOA	7,69	7,85	8,40	0,55	0,71

Source : BCEAO

Comparées au mois de mars 2006, les taux débiteurs ont augmenté, en moyenne, de 0,71 point de pourcentage au niveau global de l'Union.

1 : Dans le calcul des moyennes, les taux d'intérêt ont été pondérés par les montants de crédits associés.
2 : En incluant les prêts au personnel des banques, le taux d'intérêt moyen ressort à 8,37%.



En mars 2007, les résultats disponibles indiquent une mise en place totale de 274,1 milliards de FCFA de crédits, autres que les découverts en comptes courants et les escomptes d'effets de commerce. Ces crédits sont en hausse de 25,4 milliards (soit 10,2%), par rapport au mois précédent, en raison notamment de l'augmentation relevée au Mali (19,4 milliards), au Sénégal (8,6 milliards), au Niger (7,5 milliards), au Togo (3,0 milliards), en Côte d'Ivoire (1,3 milliard) et en Guinée-Bissau (57,7 millions). Les crédits alloués ont bénéficié principalement aux «entreprises privées du secteur productif» (67,3%), aux «entreprises individuelles» (12,7%) et aux «particuliers» (9,4%). Ils ont servi, en grande partie, au financement des besoins de trésorerie pour 73,9%, d'équipement pour 9,6% et de consommation pour 5,5%.

Hausse des mises en place de crédits.

Comparées au mois de mars 2006, les nouvelles mises en place de crédits ont augmenté de 1,6% au niveau de l'Union.

3.4 - Evolution de la situation monétaire

La situation monétaire de l'Union à fin mars 2007, comparée à celle de février 2007, est caractérisée par une hausse des avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, du crédit intérieur et de la masse monétaire.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 4.392,0 milliards à fin mars 2007 contre 4.325,9 milliards un mois plus tôt, soit une hausse de 1,5% imputable à la Banque Centrale, les avoirs extérieurs nets des banques ayant fléchi de 3,5% pour ressortir à 181,521 milliards.

L'encours du crédit intérieur s'est accru de 137,1 milliards, pour se situer à 4.501,0 milliards à fin mars 2007 contre 4.363,9 milliards un mois auparavant. Cette situation résulte de la hausse de 57,6 milliards des concours au secteur privé et du renforcement des crédits nets aux Etats, ressortis à 79,5 milliards, en hausse de 34,2%. Les crédits à l'économie se sont situés à 4.188,6 milliards, à la suite de

l'accroissement de 35,6 milliards des concours à court terme et de 22,0 milliards des crédits à moyen et long terme.

Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire a augmenté de 2,4% en rythme mensuel, pour s'établir à 7.371,8 milliards.

Tableau 7 : Evolution des agrégats monétaires par pays (en milliards de francs CFA)

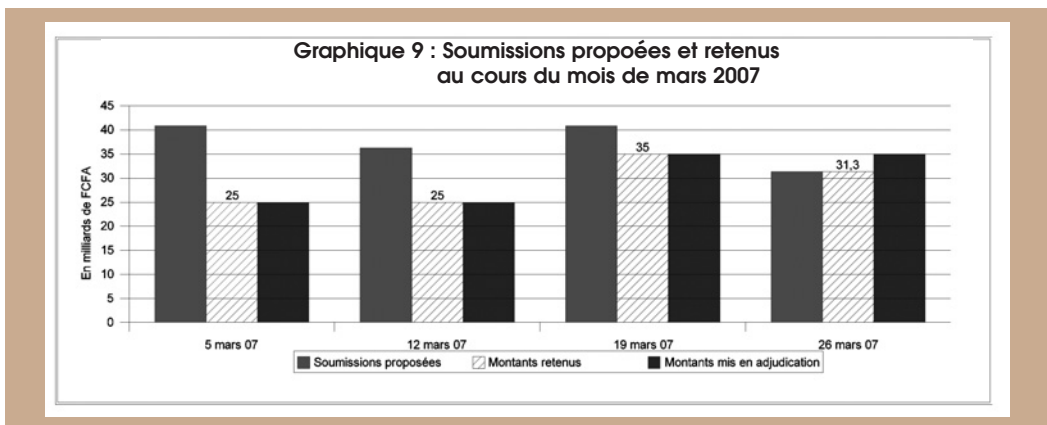
		mars 06	février 07	mars 07	Variation (en %)	
					Mensuelle	Annuelle
Bénin						
	Avoirs extérieurs nets	434,4	504,7	495,7	-1,78	14,11
	Position nette du Gouvernement	-107,8	-216,3	-222,1	2,69	106,05
	Crédits à l'économie	363,3	446,4	453,3	1,56	24,78
	Masse monétaire	654,3	702,4	691,1	-1,6	5,62
Burkina						
	Avoirs extérieurs nets	227,9	383,7	383,9	0,07	68,46
	Position nette du Gouvernement	-20,8	-143,7	-110,6	-23,05	432,3
	Crédits à l'économie	506,5	545,3	550,8	1,02	8,75
	Masse monétaire	649,0	716,2	756,7	5,65	16,59
Côte d'Ivoire						
	Avoirs extérieurs nets	830,3	1 096,8	1 063,9	-3	28,13
	Position nette du Gouvernement	385,4	234,6	291,9	24,43	-24,26
	Crédits à l'économie	1 074,0	1 150,4	1 145,5	-0,43	6,66
	Masse monétaire	2 073,8	2 309,1	2 351,5	1,83	13,39
Guinée-Bissau						
	Avoirs extérieurs nets	38,6	43,7	42,8	-2,09	10,7
	Position nette du Gouvernement	11,8	9,9	9,9	-0,46	-16,21
	Crédits à l'économie	3,9	7,6	7,0	-7,15	81,84
	Masse monétaire	52,5	56,6	54,7	-3,38	4,18
Mali						
	Avoirs extérieurs nets	466,4	520,7	567,2	8,92	21,6
	Position nette du Gouvernement	-67,5	-96,4	-122,0	26,54	80,74
	Crédits à l'économie	490,5	522,6	556,9	6,56	13,54
	Masse monétaire	816,2	889,4	902,2	1,43	10,54
Niger						
	Avoirs extérieurs nets	135,6	159,1	177,8	11,74	31,09
	Position nette du Gouvernement	6,7	-4,8	-19,8	310,75	-395,59
	Crédits à l'économie	130,8	161,6	166,7	3,14	27,4
	Masse monétaire	263,6	300,0	309,4	3,13	17,38
Sénégal						
	Avoirs extérieurs nets	731,3	780,9	800,1	2,46	9,4
	Position nette du Gouvernement	-90,2	6,8	38,0	462,93	-142,14
	Crédits à l'économie	1 046,1	1 097,3	1 102,7	0,49	5,4
	Masse monétaire	1 552,8	1 734,9	1 785,8	2,93	15
Togo						
	Avoirs extérieurs nets	186,0	216,0	224,1	3,77	20,51
	Position nette du Gouvernement	2,1	-5,2	-4,6	-11,01	-320
	Crédits à l'économie	163,7	200,0	205,7	2,87	25,64
	Masse monétaire	325,9	404,2	413,0	2,18	26,72
UMOA						
	Avoirs extérieurs nets	3 694,4	4 325,9	4 392,0	1,53	18,88
	Position nette du Gouvernement	521,6	232,8	312,4	34,16	-40,11
	Crédits à l'économie	3 778,9	4 131,1	4 188,7	1,39	10,84
	Masse monétaire	6 502,7	7 201,8	7 371,8	2,36	13,37

3.5 - Evolution des marchés de capitaux

3.5.1 - Marché monétaire

La Banque Centrale a poursuivi en mars 2007 ses opérations d'injection de liquidités sur le marché monétaire, reprises en février 2007. A cet égard, le montant mis en adjudication qui a été maintenu à 25,0 milliards lors des deux premières opérations a été relevé à 35,0 milliards pour tenir compte des besoins exprimés et de la nécessité de prévenir la hausse des taux marginal et moyen pondéré des adjudications.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des demandes de ressources et des soumissions retenues au cours du mois de mars 2007.

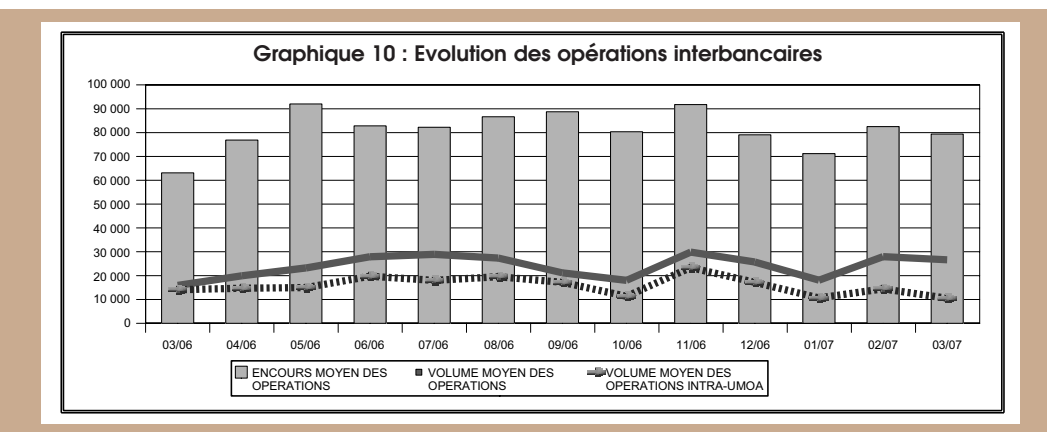


Le taux marginal a fluctué entre 4,0000% et 4,1500%. Le taux moyen pondéré hebdomadaire a oscillé entre 4,2150% et 4,6431%. Pour l'ensemble du mois de mars 2007, le taux moyen pondéré du marché monétaire³ est ressorti à 4,0903%.

En mars 2007, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires est ressorti à 26,6 milliards, contre 27,9 milliards en février 2007 et 19,9 milliards en mars 2006.

Baisse du volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires.

L'encours moyen des prêts s'est élevé à 79,4 milliards, affichant une baisse mensuelle de 3,1 milliards et une hausse annuelle de 16,3 milliards.



3 : Moyenne pondérée en nombre de jours du taux des appels d'offres.

Baisse du taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire.

Les taux d'intérêt ont évolué dans une fourchette de 4,00% à 7,00% contre 3,75% à 7,00% un mois plus tôt. Le taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, s'est situé à 4,83% contre 5,11% le mois précédent et 4,70% un an plus tôt. En mars 2007, la hiérarchie des taux en fonction des maturités des prêts a été respectée, à l'exception des taux à un jour qui sont, en moyenne, supérieurs à ceux à une semaine.

Emission de 28,1 milliards de bons du Trésor.

En mars 2007, sur le marché des titres des créances négociables (TCN), le Trésor du Mali a effectué une émission de bons à six mois, valeur 19 mars 2007, d'un montant de 28,1 milliards de FCFA par adjudication à taux variables. Le taux effectif moyen pondéré de ces bons est ressorti à 4,6806%. L'encours des TCN est ressorti à 178,8 milliards de FCFA.

Tableau 8 : Evolution des opérations du marché interbancaire par compartiment au titre du mois de mars 2007 (en millions de FCFA)

PERIODES	UN JOUR		UNE SEMAINE		DEUX SEMAINES		UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS		NEUF MOIS		DOUZE MOIS		TOUTES MATURITES CONFONDUES		ENCOURS
	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant Total	dont intra-UMOA	
28 février au 6 mars 2007	-		10 900	4,92%	4 200	5,93%	2 000	6,00%	500	6,00%							17 600	4 900	76 250
7 au 13 mars 2007	12 250	4,31%	38 000	4,16%	3 200	5,54%	500	6,00%	500	5,50%							54 450	16 800	104 800
14 au 20 mars 2007	2 500	4,70%	6 350	4,32%	14 150	4,37%	3 000	6,21%	-								26 000	13 500	80 100
21 au 27 mars 2007	-		3 180	4,49%	2 600	6,38%	4 500	4,25%	2 500	5,70%							12 780	9 600	66 980
28 mars au 3 avril 2007	500	5,00%	11 872	4,09%	1 800	5,17%	7 250	5,09%	1 000	5,25%							22 422	7 750	68 772
Moyenne	3 050	4,67%	14 060	4,40%	5 190	5,48%	3 450	5,51%	900	5,61%							26 650	10 510	79 380
Nombre d'opérations	8		28		23		16		5								80		

Tableau 9 : Evolution en volume des prêts interbancaires par pays au titre du mois de mars 2007 (en millions de FCFA)

PERIODES	Bénin		Burkina		Côte d'Ivoire		Guinée Bissau		Mali		Niger		Sénégal		Togo		UMOA	
	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Montant Total	dont intra-UMOA
28 février au 6 mars 2007	4 500	2 000	2 000		2 200	2 200	-	-	2 700	200	-	-	6 000	500	200	-	17 600	4 900
7 au 13 mars 2007	1 200	200	2 000		12 100	12 100	-	-	2 500	-	150	2 500	34 000	2 000	2 500	2 500	54 450	16 800
14 au 20 mars 2007	2 500	1 500	-		4 900	4 000	1 000	1 000	1 500	1 500	400	3 700	12 000	2 000	3 500	26 000	13 500	
21 au 27 mars 2007	2 600	1 600	-		-	-	-	-	1 500	1 500	-	2 200	6 480	4 500	2 000	12 780	9 600	
28 mars au 3 avril 2007	1 372	500	-		3 600	3 600	-	-	2 000	-	500	1 950	13 000	2 000	1 650	22 422	7 750	
Moyenne	2 434	1 160	800		4 560	4 380	200	200	2 040	640	210	2 110	14 296	2 200	1 930	26 650	10 510	

3.5.2 - Marché financier

Hausse des indices $BRVM_{10}$
et $BRVM$ composite,
en rythme mensuel.

Les indices $BRVM_{10}$ et $BRVM$ composite ont connu une progression pour le troisième mois consécutif. La hausse des indices a été notée dans l'ensemble des secteurs, à l'exception de ceux des services publics et des transports. Les indices $BRVM_{10}$ et $BRVM$ composite ont respectivement augmenté de 16,4% et 15,7% par rapport à février 2007.

Sur le marché des actions⁴, trente-trois (33) sociétés sur les trente-neuf (39) inscrites, ont fait l'objet de cotation contre trente-deux (32) sur quarante (40) au cours du mois de février. Les échanges de titres ont porté sur 808.898 actions contre 680.967 en février, soit un accroissement de 18,8% d'un mois à l'autre. Cette progression des transactions, pour le troisième mois consécutif, s'explique essentiellement par le regain d'activité sur un certain nombre de titres, notamment ECOBANK, dont les échanges sont passés de 654.581 à 769.310 actions, pendant la période sous revue. La forte demande des titres ECOBANK est liée, d'une part, à leur fractionnement intervenu au cours de la deuxième décennie du mois de février 2007 et, d'autre part, au résultat positif significatif enregistré par l'entreprise au terme de l'exercice 2006.

Les autres sociétés dont les titres ont fait l'objet d'une demande relativement importante au cours du mois de mars ont été notamment CROWN SIEMEN (14.167 titres échangés), SONATEL SN (5.274 titres échangés), SOGB CI (4.648 titres échangés), SAPH CI (4.002 titres échangés), SGB CI (1.941 titres échangés), FILTISAC CI (1.848 titres échangés) et SITAB CI (1.734 titres échangés).

Sur le compartiment obligataire, il a été procédé, le 6 mars 2007, à la première cotation de l'emprunt obligataire dénommé BIDC 5,60% 2006-2013. En outre, la Banque Nationale de Développement Agricole du Mali et la société SHELTER AFRIQUE ont procédé au paiement des intérêts et au remboursement partiel du capital de leurs emprunts obligataires dénommés BNDA 6,5% 2004-2009 et SHELTERAFRIQUE 6,25% 2003-2010. De même, le Trésor Public du Burkina a payé des intérêts et remboursé la totalité du capital de son emprunt obligataire dénommé TPBF 7% 2003-2007 d'un montant de 8,9 milliards. En conséquence, ce titre a été radié de la cote, le 17 mars 2007, portant le nombre total de lignes cotées à vingt (20) contre vingt-et-une (21) à fin février 2007. D'une manière générale, à fin mars 2007, quatorze (14) des vingt lignes (20) cotées ont été actives, contre douze (12) au cours du mois de février et onze (11) en janvier.

Le volume des titres échangés est ressorti à 8.612 obligations contre 224.586 obligations en février. Les obligations les plus demandées au cours du mois de mars ont été notamment TPCI 6,5% 2005-2008 (1.692 titres transigés), Etat du Togo 6,50% 2006-2011 (1.528 titres transigés), Etat du Sénégal 5,5% 2005-2010 (1.500 titres transigés), ONATEL 6,65% 2005-2011 (1.240 titres transigés) et TPCI 6,50% 2006-2009 (1.083 titres transigés).

4 : La radiation de la cote du titre SDV-Côte d'Ivoire a été prononcée à la suite de l'opération de fusion-absorption de cette société par SAGA-Côte d'Ivoire, intervenue au cours du mois de janvier 2007. Cette opération a porté le nombre de sociétés inscrites de quarante (40) à trente-neuf (39).

La capitalisation totale du marché est ressortie en hausse de 8,8%, à 2.884,0 milliards à fin mars 2007, contre 2.700,6 milliards en février et 2.475,0 à fin janvier 2007. La capitalisation du marché des actions s'est établie à 2.466,7 milliards contre 2.298,5 milliards à fin février 2007, soit une augmentation de 7,3%, en liaison avec la hausse des cours de certains titres, notamment les actions ECOBANK (+18,8%), SOGB CI (+17,8%), NESTLE CI (+15,8%), SGB CI (11,1%), SAPH CI (+8,6%) et SITAB CI (+4,0%). Les cours de dix-neuf (19) actions sur les trente-neuf (39) cotées se sont appréciés, d'un mois à l'autre, tandis que ceux de cinq (5) actions ont baissé. Les cours des quinze (15) titres restants sont demeurés inchangés. Comparés à leurs niveaux d'introduction en bourse, les cours qui se sont le plus appréciés sont les actions SONATEL SN, SAPH CI, SGB CI et BOA Bénin, qui ont augmenté respectivement de 354,5%, 60,0%, 47,1% et 24,2%.

En glissement annuel, la capitalisation du marché des actions a progressé de 57,7%. Par rapport au démarrage des activités de la bourse, elle est ressortie en hausse de 195,0%.

Pour sa part, la **capitalisation du marché obligataire** a connu une hausse de 3,8% d'un mois à l'autre, ressortant à 417,7 milliards, après les replis enregistrés au cours des quatre derniers mois. Cette évolution est essentiellement imputable à l'introduction à la cote de la nouvelle ligne obligataire créée par la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) d'un montant de 24,1 milliards. En glissement annuel, la capitalisation du marché obligataire est ressortie en augmentation de 36,2%.

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO
SEPTEMBRE 2007



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int